

## **GRAND DEBAT NATIONAL DU 9 FEVRIER 2019 A MARCILLOLES (ISERE)**

**Réunion d'initiative locale organisée par les Maires de Marcilloles, Chatenay, Lentiol, Marcollin, Marnans, Thodure, Viriville et animée par Monique LIMON Députée 7<sup>ème</sup> circonscription Isère.**

### **FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES**

- Que faire pour améliorer l'information aux citoyens : il faut plus de la transparence. Il faut que le Président de la République fasse une information télévisée ou par courrier, une lettre aux Français.
- Il faut modifier le nombre de tranches pour les impôts sur le revenu. Tout le monde participe même pour 1 euro car seulement 44% des français paient actuellement l'impôt. Ce n'est pas normal tout le monde doit participer.
- Il faut réduire les dépenses publiques pour diminuer le déficit.
- Il faut diminuer les dépenses de l'Etat, des collectivités territoriales et surtout les dépenses sociales et les privilèges des élus. Chaque français verse 1000 € = 9 € pour l'éducation et 565 € de dépenses sociales. Les anciens Ministres et Présidents exercent une fonction et non un métier il faut mettre fin à leurs privilèges, plafonner leurs retraites.
- Pour financer les dépenses sociales : non au recul de l'âge de la retraite, non à l'augmentation des impôts et non à l'augmentation du temps de travail.
- Il faut changer le mode de fonctionnement des allocations chômage, moins rétribuer mais prendre en charge les charges fixes (EDF, loyer). Il faut plafonner l'ARE.
- Domaines prioritaires à renforcer : les EHPAD (trop chers), il faut une meilleure prise en charge, alléger, favoriser les aides aux personnes qui veulent s'assumer, valoriser les aidants.
- Il ne faut pas supprimer les aides sociales mais revoir le système sans diminuer.
- Aucun impôt supplémentaire car l'impôt n'est pas la solution.
- Fiscalité écologique : aucun impôt il faut chercher d'autres solutions.
- Autres points : la TVA est injuste. Il faut baisser la TVA sur les produits de consommation courante et l'augmenter sur les produits de luxe.
- Supprimer les privilèges des élus. En particulier ceux qui sont partis (ex présidents).
- Social : mieux organiser, mieux gérer, expliquer comment est redistribué l'argent.
- Lutter contre les évasions fiscales.
- Besoin de transparence où va l'argent, comment est-il dépensé ?
- Tout le monde doit payer de l'impôt même pour 1 € en contrepartie baisser la TVA sur les produits courants.

### **ORGANISATION ETAT ET SERVICES PUBLICS**

- Les centres publics des impôts sont soit définitivement fermés soit difficiles d'accès (horaires). Problème de l'application des majorations alors qu'ils ne sont pas accessibles, des pertes de documents...
- Des inégalités territoriales d'accès aux services publics.
- Accès aux services publics sur rendez-vous, horaires inadaptés des personnes qui travaillent.
- Il faut des services publics gratuits et accessibles, ouverts, disponibles.
- Il n'y a pas assez de différence entre ceux qui travaillent et ceux qui accèdent aux aides sociales.
- Manque de moyens, hôpital, médecins...
- Trains de vie des élus indécent pour les petites gens.
- Besoin de transparence.
- Dette banque de France = taux 0.
- Inéligibilité à vie pour les élus dont le casier judiciaire n'est pas vierge.

- Fin des avantages sur les retraites des élus et anciens élus.
- Revoir la TVA : diminuer sur produits courants et augmenter sur produits de luxe.
- Transport : articulation des transports en commun, les correspondances. Compliqué dans les zones rurales. Peu de transports, on peut faire le trajet aller et on ne peut pas revenir ou l'attente pour la correspondance est trop longue...
- Taxe foncière : le propriétaire paie avec la taxe foncière le traitement des ordures ménagères, si le bien est loué, il a du mal à se faire rembourser par le locataire.
- CSG : Rocard a dit on paie la CSG pour 10 ans... et on la paie encore et en plus elle augmente !

## TRANSITION ECOLOGIQUE

- Agriculture et alimentation : il faut aider les agriculteurs à vivre de leur métier avec une bonne alimentation + saine et meilleure pour notre santé.
- Pesticides : les pesticides peuvent venir de l'étranger, il ne faut pas voir le problème à l'échelle de la France. Il faut avoir une vision plus large et ne pas prendre des mesures coercitives en France si elles ne sont pas appliquées à l'échelle de l'Europe.
- Idem pour les taxes, il faut une vision plus large et taxer les produits qui viennent de l'étranger.
- Il faut acheter et consommer local.
- Co-voiturage : remettre en services les transports par voies de chemin de fer. Décentraliser les industries pour développer l'emploi local. Cela éviterait les embouteillages et la pollution routière.
- Privilégier le transport ferroviaire, compléter par le transport routier.
- Adaptation de la réglementation, être plus pragmatique. Prendre des mesures drastiques en direction des constructions automobiles qui doivent produire différemment, certaines industries très polluantes. Relocaliser.
- Isolation : avoir plus d'incitations financières et prévoir les mêmes aides pour l'auto-construction. Sinon les aides bénéficient aux artisans qui gonflent les prix à hauteur de l'équivalent des aides.
- Les normes parfois impossibles à mettre en œuvre alors qu'il existe des moyens simples et moins coûteux.
- Il y a un manque de clarté et de pédagogie dans ce qui existe. Il faudrait des spots télévisés, sans intérêt commercial, comme cela se pratique pour le secourisme.
- Il faut éduquer les enfants à la citoyenneté dès le plus jeune âge, à la démocratie, l'écoute, l'entraide, à l'école et dans les familles.
- Travailler sur la gestion des déchets. Le tri c'est une chose mais il faut travailler en amont de la chaîne de production des déchets.
- Prendre des mesures contre l'obsolescence programmée.
- Il faudrait éduquer sous la forme de jeux, d'initiatives ludiques du genre « concours familles ».
- Changer les habitudes : baisser le thermostat et mettre un pull.
- Revenir à l'humain et moins de mécanique, par exemple pour l'entretien des espaces verts.
- Biodiversité : il faut respecter les corridors biologiques ce qui n'est pas toujours le cas.
- Diversifier les ressources énergétiques (bois et autres).
- Bocages.
- Développer les pistes cyclables.
- Développer des ressourceries pour lutter contre l'obsolescence et lutter contre l'obsolescence programmée.
- Les retraites : les retraités paient beaucoup, il y a un manque de transparence notamment sur la CSG.
- Il faut reconnaître l'implication des retraités dans la vie associative.
- Développer la solidarité intergénérationnelle.
- Ascenseur social : développer la coopération, il faut moins d'élites.

- Besoin de transparence sur les indemnités des parlementaires.
- Transparence sur la journée de solidarité (où ça va ?).
- Transparence avantages anciens Ministres, Présidents, qui perçoivent des sommes importantes à vie.
- Abris vélos : il n'y a que des parkings voitures et rien de prévu pour les vélos.
- Camions étrangers : ils n'ont pas les mêmes règles. Trop de transporteurs (polonais, qui transitent par la France depuis l'Italie.
- Les retraités sont les cibles du gouvernement.
- Taxes kérozène : stop aux voyages pas cher, il faut un juste prix car cela génère de la pollution.

## **DEMOCRATIE ET CITOYENNETE**

- Remettre du terrain, de la représentativité entre les citoyens et la représentation nationale.
- Une complémentarité de points de vue qui amène de la nuance. Ce type d'échanges fait évoluer les opinions.
- Confiance vers quels élus ? les élus locaux. Le cumul rôle communal et rôle député est intéressant car le député peut avoir une vision de terrain. Il serait bien que lorsque le député est à Paris il y ait un relai sur le terrain.
- Il faut faire évoluer le rôle des associations.
- Des initiatives citoyennes plus régulières permettraient un apprentissage collectif. Pourvu que l'info de ce type de réunion soit bien relayée. Prévoir une dimension formation et la possibilité de mobiliser des experts neutres.
- Dose proportionnelle : oui
- Nombre de parlementaires : plutôt l'augmenter pour représentativité sur le terrain et rapprochement du peuple.
- Vote blanc : oui le reconnaître mais avec quelles précautions pour que cela ne devienne pas bloquant ?
- Référendum : national non – local oui sur les sujets proches du quotidien.
- Tirage au sort : délicat car la personne peut ne pas se sentir être candidate. Il faut au moins que la personne soit candidate pour être prise en compte dans le tirage au sort.
- Il faut donner un regard citoyen sur certains marchés publics, surtout ceux ouvert à l'international.